

## Emmanuel Macron va droit dans le mur s'il ne réduit pas les dépenses publiques



Les Français veulent du pouvoir d'achat, certes mais ils veulent aussi qu'on réduise les dépenses de l'Etat.

Avec Jean-Marc Sylvestre

La présentation du budget 2019 n'a guère calmé la grogne des Français qui ne croient pas aux promesses de cadeaux fiscaux.

Quand le gouvernement promet des allègements fiscaux l'année prochaine pour redresser le pouvoir d'achat, il se place en contradiction avec la réalité des chiffres qui lui interdisent de distribuer davantage, compte tenu du ralentissement de l'économie. **La logique et la chance auraient voulu que le gouvernement finance les cadeaux fiscaux promis par un engagement de réduire les dépenses publiques.** Les Français qui ne sont pas à une contradiction près, considèrent que la priorité est bien d'augmenter le pouvoir d'achat, **mais deux questions plus tard dans le même baromètre HEC, les français affirment aussi vouloir à plus de 90 % que l'Etat baisse les dépenses publiques.**

Conclusion, Emmanuel Macron écoute les français quand ils réclament des hausses de pouvoir d'achat, mais il les ignore superbement quand ils demandent en toute logique des baisses de dépenses publiques.

**De deux choses l'une, ou bien il finit par baisser les dépenses publiques. Ou bien il va dans le mur. Explications**

**1er point, la loi de finances telle qu'elle a été présentée par le ministre des Finances traduit jusqu'à la caricature, le piège dans lequel Emmanuel Macron s'est enfermé tout seul ou presque.**

La prévision économique qui pique du nez l'oblige à modifier les conditions de son équilibre budgétaire. Moins de croissance, c'est moins de recettes. C'est évidemment mécanique. Or, pour assurer sa crédibilité de chef de file des européens convaincus, le président de la République doit impérativement respecter les contraintes de l'Union et donner l'exemple. Pour rassurer les banques et les marchés, pour sauvegarder les apparences, il a donc décidé de remonter un peu les rentrées fiscales en jouant notamment sur les décalages techniques. Mal lui en a pris parce qu'il s'est retrouvé face à la fronde des classes moyennes supérieures et des retraités, à qui la suppression de l'impôt sur la fortune ne leur a fait ni chaud ni froid, vu qu'ils possèdent principalement de l'immobilier et que l'immobilier continue d'être taxé.

**2e point, pour calmer cette rentrée politique passablement agitée, il a décidé de promettre dans le cadre de la prochaine loi de finances un certain nombre d'allègement, 6 milliards, pour les contribuables personnels et 20 milliards pour les entreprises.** Le projet est séduisant même si le terme de cadeaux fiscaux est un peu usurpé, séduisant mais pas crédible.

**3e point. Personne ne croit la promesse parce que tout le monde considère que l'ajustement pouvait se faire par la baisse de la dépense publique. Les particuliers eux-mêmes le disent haut et fort et sont un peu déboussolés. Quant aux entreprises qui travaillent sur le marché, elles démontrent depuis toujours qu'un euro dépensé par l'Etat en moins, c'est un euro de plus pour la création de richesse et l'emploi.**

Les entreprises sont inquiètes et déçues de la tournure que prend la politique économique et budgétaire.

Elles ne se plaindront pas publiquement, mais ne se cachent pas pour expliquer que Emmanuel Macron a tendance à tourner le dos à

---

ses engagements.

Ses engagements étaient de renforcer la compétitivité de l'économie française et rétablir l'offre pour gagner des parts de marché et créer des emplois. Or, une politique d'offre passait forcément par la flexibilité sociale, l'allègement des fiscalités et le recul de l'Etat partout où c'était possible.

Ce chantier de réforme de l'Etat n'a pas été ouvert. On va certes décider de quelques privatisations dans le cadre de la loi Pacte, mais la réforme de l'administration a été abandonnée. Surtout, on n'a pas osé redéfinir le périmètre de l'Etat, des collectivités locales et du modèle social public.

Pour quelle vraie raison, Emmanuel Macron a-t-il levé le pied sur ce dossier d'envergure ? La raison est purement politique. Comme ses prédécesseurs, après un an et demi de mandat, Emmanuel Macron craint les réactions de l'opinion publique. Il craint de braquer tous ceux dont il aura besoin l'année prochaine pour les élections européennes.

Pour beaucoup d'observateurs, le président de la République commet là une erreur politique qui peut lui coûter très cher.

Le cœur de son électorat représente 24,1% de l'électorat. Ce noyau dur a voté Macron, parce qu'il a été séduit par sa promesse de changement, vers plus de modernité, de dynamisme, et de réformes radicales dans tous les domaines.

Ceux qui ont rejoint Macron pour lui accorder une large majorité de plus de 66%, face à Marine Le Pen au deuxième tour, l'ont fait parce qu'ils considéraient qu'il n'y avait pas d'alternative et qu'ils ont voulu croire que le nouveau régime pouvait bousculer les choses. **Tous ceux-là sont déçus, mais ils n'ont toujours pas de solution de rechange, ni à droite, ni à gauche.**

Dans ces conditions, Emmanuel Macron ne courrait pas grand risque à poursuivre sa politique de réformes et à s'attaquer à l'organisation de l'Etat et des régions. Les français sont actuellement très lucides. Ils veulent moins d'impôts mais ils savent bien que pour avoir moins d'impôts, il faut moins de dépenses.

Tous ceux qui ont voté pour lui au second tour lui en veulent de ne pas utiliser son capital politique pour poursuivre le chantier de restauration. L'épreuve de vérité approche.

Ou on réduit les dépenses publiques, ou on va dans le mur.

**La seule force qui reste à Emmanuel Macron, c'est la faiblesse de ses adversaires. Pour l'instant, il n'en a pas**